

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Presse et Info

Seite-Nr.

1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

\*\*\*

Wochentelex 46/85 V e r t r a u l i c h

Eureka.

2ème Conférence ministérielle s'est tenue à Hanovre les 5 et 6 novembre sous présidence conjointe Ministres Genscher et Riesenhuber (RFA), avec objectif de consolider processus coopération européenne scientifico-technique dans domaines de technologies avancées avec modèle géométrie et configuration variables.

Après deux intenses séances de travail - lancées par ouverture solennelle Conférence par Chancelier Kohl - représentants ministériels 18 pays Europe occidentale et Vice-Président Commission CE (Narjes) ont adopté déclaration de base Eureka et pris connaissance première liste 10 projets ayant déjà atteint des contours de participation relativement précis.

Déclaration de base, qui tient compte des vues suisses, définit objectifs, critères et structures institutionnelles Eureka, sans négliger conditions cadre environnement économique, notamment nécessité établir sans retard grand marché européen homogène, dynamique et ouvert vers l'extérieur.

Coopération est basée sur projets civils de recherche et développement de haute technologie à réaliser par entreprises industrielles et centres de recherche à financer en premier lieu par le secteur privé sans exclure participation des Gouvernements à décider selon

84 150 000 24065

Datum: 11.11.85  
Tel. intern 30 53

Visum:

Dodis





Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

la nature des projets. L'initiative pour des projets de coopération vient et continuera à venir notamment des entreprises et centres de recherche des pays participants et de la Commission des CE, pour aboutir dans une phase de définition ouverte à la constitution d'un groupe de projet qui procèdera aux travaux selon des modalités à définir pour chaque projet.

Création petit secrétariat flexible (ou task force), sans responsabilité Conférence ministérielle, pour assurer flux informations et transparence, a été décidée en principe, les modalités précises devant être définies jusqu'à fin janvier 1986, par "Hauts représentants" (fonctionnaires) qui se réuniront à nouveau à Londres en décembre.

Délégation suisse (dirigée par Secrétaire d'Etat Sommaruga), qui a participé activement à travaux, s'est félicitée du ferment d'idées déclenché par initiative française et a mis accent particulier sur activation et orientation plus précise des travaux dans les cadres européens existants pour l'élimination des obstacles majeurs qui existent au sein du grand marché européen (normes, tests, inspections, homologation, propriété intellectuelle, marchés publics). A ce sujet Eureka apporte une dimension politique nouvelle et une impulsion certaine aux travaux en cours entre CE et pays de l'AELE dans la suite de déclaration de Luxembourg de 1984, citée expressément dans déclaration de base.

A l'instar de la grande majorité des autres pays, Suisse a présenté une liste de 10 esquisses des projets qui font actuellement l'objet

Letzte  
Zeile

114 150 000 24065

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

3

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

de discussions avec partenaires industriels européens. Elle a également exposé premières réactions à propositions de projets soumises depuis juillet par d'autres pays.

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

UNESCO, Conférence générale: fin des travaux

A p p r é c i a t i o n d' e n s e m b l e .

La Conférence générale a terminé ses travaux samedi 9 novembre avec deux jours d'avance sur le calendrier prévu. Dans l'ensemble, résultats positifs ont été atteints et tous les problèmes importants ont pu être résolus par consensus dans atmosphère généralement sereine entrecoupée de quelques crises passagères. Débats ont été moins politisés que de coutume et discussions ont porté davantage sur projets concrets que sur questions à caractère idéologique. On a aussi constaté volonté de tenir compte des préoccupations des pays qui, comme la Suisse, se sont montrés critiques envers l'UNESCO au cours de ces dernières années. L'UNESCO a en outre su tirer conséquences du retrait des Etats-Unis tant au niveau du budget (réduction de 25 %) qu'à celui du contenu des programmes.

Les débats ont été modérés sur des sujets politiquement controversés. Ainsi, en ce qui concerne un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC), l'on a cette fois-ci mis l'accent sur les activités concrètes visant à développer les infrastructures des pays en développement dans le domaine de la communication et renoncé à développer les aspects normatifs d'un NOMIC. Dans domaine des droits de l'homme, le danger de relativisation des droits individuels par rapport aux droits collectifs a pu être écarté et les procédures d'examen des violations des droits de

1/04 150 000 24605

Datum: \_\_\_\_\_  
 Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

L'homme dans les pays membres on pu être maintenues alors que les pays de l'Est voulaient s'en débarrasser. Dans domaine du désarmement, autre point traditionnel de discorde, il a été reconnu que la compétence était du ressort d'autres organes de l'ONU et que l'UNESCO n'avait à jouer qu'un rôle subsidiaire dans la diffusion de l'information et dans la recherche sur les causes de la course aux armements.

Dans l'ensemble, le tiers monde a été loin de se manifester comme un bloc monolithique allié aux Etats socialistes. Au contraire, c'est grâce à l'indépendance et à l'ouverture d'esprit de nombreux de ses représentants, qu'il a été possible d'aboutir à des solutions tenant compte des préoccupations occidentales.

Le fait que la Conférence générale se soit tenue à Sofia a sans aucun doute exercé un effet bénéfique sur les résultats de la réunion, car les pays socialistes devaient manifestement en faire un succès. Ce moyen de pression aux mains des occidentaux a bien fonctionné, les pays de l'Est ayant pratiquement cédé sur tous les points qui leur tenaient à coeur. Il faut cependant s'attendre, lors de la prochaine session en 1987 à Paris, à une reprise de l'offensive de leur part d'autant plus virulante que leur marge de manoeuvre s'est trouvée limitée lors de la présente session.

letzte  
Zeile

14 150 000 24065

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

R ô l e d e l a S u i s s e : Ambassadeur Hummel a présidé Groupe dit d'information (pays occidentaux) et Suisse a été élue membre du groupe restreint de rédaction et de négociation (DNG) chargé de résoudre les questions les plus difficiles. La plupart des projets de résolution présentés par notre délégation ont été acceptés. Il en a été ainsi, en particulier, de la résolution qui demande au Directeur général d'élaborer un grand plan d'action destiné à aider les Etats membres de toutes les régions du monde à éliminer l'analphabétisme d'ici l'an 2000, ce qui représente, comme M. M'Bow l'a lui-même reconnu dans sa déclaration de clôture, un des acquis importants de la Conférence générale. Ce plan devrait en effet constituer un des points forts de l'activité de l'UNESCO à l'avenir et contribuer à la concentration des programmes que nous avons toujours préconisée.

P r o b l è m e s e n s u s p e n s : Bilan positif qui vient d'être dressé ne doit pas faire oublier que des questions importantes demeurent ouvertes. Il y a notamment l'incertitude quant à la décision que prendra le Royaume-Uni à la fin de cette année au sujet de son appartenance à l'UNESCO et le sort des 200 fonctionnaires environ qui devront être licenciés en raison des coupes budgétaires consécutives au retrait des Etats-Unis. En outre, il faudra veiller à ce que le processus de réforme engagé à l'UNESCO ne s'arrête pas après Sofia et continue à imprégner

Datum: _____	Visum:
Tel. intern _____	



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Les travaux de l'Organisation. Surtout, il s'agira de régler la question de la succession du Directeur général, M. M'Bow, auquel on prête l'intention de briguer un troisième mandat, ce qui de toute évidence serait inacceptable non seulement pour les Occidentaux mais aussi pour une partie du tiers monde.

Il faut aussi relever que si la sortie des Etats-Unis a eu tout compte fait un effet bénéfique et générateur de réformes, il n'en irait pas nécessairement de même d'un éventuel retrait du Royaume-Uni. Celui-ci, au contraire, risquerait d'être interprété comme l'échec d'une tentative sérieuse de réforme ayant nécessité des concessions considérables de la part des pays en développement et de faire tomber l'UNESCO dans l'orbite de l'URSS et de ses alliés. Le ressentiment contre les Britanniques et l'Occident serait d'autant plus grand que la délégation britannique s'est ralliée, sur toutes les points, au consensus. C'est dire que la décision britannique, qui doit être prise début décembre, revêt une extrême importance pour l'avenir de l'UNESCO.

C o n s é q u e n c e s   p o u r   l a   S u i s s e : Sommes encouragés par la manière dont les choses se sont passées à Sofia. Il s'est avéré que la ligne qu'avons préconisée et suivie depuis début de la crise de l'UNESCO, à savoir d'adopter une attitude à la fois critique et constructive (en proposant notamment des projets de résolutions) et de participer activement, de l'intérieur de

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

8

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

L'Organisation, aux efforts de réforme, était la bonne. Sofia nous a ainsi renforcés dans l'idée qu'il n'y avait pas lieu d'abandonner cette ligne de conduite.

Aussi longtemps que l'UNESCO était essentiellement un champ d'affrontement entre l'Est et l'Ouest, comme on l'a vu à propos des droits de l'homme et de la liberté de la presse, un pays comme la Suisse ne pouvait se situer que du côté de ceux qui partagent ses conceptions politiques. On peut maintenant s'attendre à ce que l'UNESCO de plus en plus accentue la dimension Nord/Sud de ses activités. Il s'agira par conséquent pour nous d'accorder dans les années à venir, à propos notamment de l'UNESCO, une plus grande attention aux contacts politiques avec les pays du tiers monde, comme nous avons commencé à le faire cette année lors des réunions des non-alignés à Delhi et à Luanda. Il est apparu notamment à Sofia que l'image de la Suisse dans le cadre de l'UNESCO était incomplète dans la mesure où l'on nous perçoit trop comme un pays qui ne fait que défendre certains principes mais n'est pas suffisamment ouvert aux besoins spécifiques des PVD.

Reviendrons sur ces questions, mais vous prions d'ores et déjà de nous faire parvenir les réactions à la conférence de Sofia enregistrées dans la presse ou lors de conversations.

letzte  
Seite

184 150 000 24665

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

9

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

ASYLPOLITIK      Instruktionen:

Alle diplomatischen und konsularischen Vertretungen werden ersucht, der Zentrale inskuenftig Kenntnis zu verschaffen ueber den Schrift- und Telefonverkehr, den sie in Fluechtlings- und Asylfragen direkt mit dem EJPD resp. den in diesen Bereichen federfuehrenden Bundes-aemtern fuehren. Kopien Eurer Fernschreiben, Briefe, allfaelliger wichtiger Telefonnotizen etc. sind an Rudolf S c h a l l e r, Politische Direktion, zu richten und Kopie ebenfalls an die zu-staendigen Dienststellen (Politische Abteilungen, Direktion fuer Voelkerrecht sowie DIO, DEH, soweit diese direkt betroffen sind). Herr Schaller ist von heute an mit der Koordination der Behandlung der Asylfragen innerhalb des EDA betraut worden.

Weitere Informationen folgen im naechsten Wochentelex.

Wir bitten die Botschaften, die ihnen unterstellten Konsulate ueber Vorstehendes zu informieren.

Brunner

NNNN

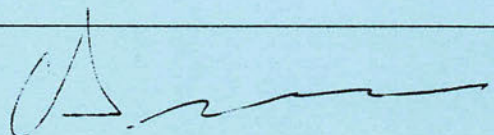
letzte  
Zeile

84 150 000 24065

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:





Teil IIUNICEF, Besuch von Exekutivdirektor Grant:

Am 4.11.1985 empfing Bundesrat Aubert den Exekutivdirektor des Kinderhilfsfonds der Vereinten Nationen (UNICEF), James P. Grant (USA), anlässlich eines offiziellen Besuches in Bern. Themen der - hauptsächlich entwicklungs-politischen - Gespräche mit DEH und DIO unter der Leitung von Botschaf-ter Staehelin und im Beisein des Präsidenten des nationalen Komitees für UNICEF, Dr. Hans Conzett, waren:

- Kandidatur Hocké: Grant sichert zu, Generalsekretär Perez de Cuellar seine Unterstützung (und im Rahmen der Möglichkeiten auch jene von UNICEF) für den schweizerischen Kandidaten schon mitgeteilt zu haben. Das HCR brauche mehr denn je einen erfahrenen Manager und nicht einen Politiker an seiner Spitze.
- Schweiz/UNICEF: UNICEF gilt in der Schweiz als effizientes UNO-Organ für Entwicklungshilfe. Vertrauen von Öffentlichkeit und Verwaltung in UNICEF sind intakt. DEH wird weiterhin aktiv wirken im UNICEF-Ver-waltungsrat und Programme mitgestalten sowie administrative und budge-täre Kontrolle ausüben.
- Beiträge: Der multilaterale allgemeine Beitrag an den Fonds soll ab 1985 deutlich der tragende schweizerische Beitrag sein (1984: 9 Mio. SFr.; 1985: 12 Mio. SFr.; für 1986 und 1987 sind 13 und 14 Mio. SFr. vorgesehen). Die zusätzliche bilaterale Unterstützung einzelner Projekte dürfte kaum weiterwachsen (1985: insgesamt 9 Projekte für 9,5 Mio. SFr.). Nationales UNICEF-Komitee steuert aus privaten Sammlungen und Grusskartenverkauf jährlich über 11 Mio. SFR. an Fonds bei.
- Programm: Neben langfristig aufbauender Entwicklungszusammenarbeit legte UNICEF kürzlich grosses Gewicht auf kostengünstige, einfache und effiziente Massnahmen zum Schutz von Gesundheit und Leben der Kinder (Gewichtskontrolle, orale Rehydratation gegen Durchfallkrankheiten, Bruststillen, Immunisierung = GOBI). Dabei werden zur Zeit in vielen Ländern vor allem grosse Impfaktionen durchgeführt. DEH teilte Grant Be-fürchtung mit, dass darob längerfristige Entwicklungshilfe vernachlässigt werde, dass z.B. das "Institution-building" bei solchen Impfaktionen untergehe.
- "Médicaments essentiels": Anfrage Grants um Beitrag an Spezialfonds zur Finanzierung von "médicaments essentiels" (der WHO) für Entwicklungs-länder wurde mit grosser Zurückhaltung entgegengenommen; Mittel für zu-sätzliche Projekte neben allgemeinem Beitrag sind beschränkt und Vor-behalte der DEH zu Impfaktionen mitgeteilt.
- Urbanisierung: Schweiz würde es begrüessen, wenn UNICEF mehr Aufmerksam-keit den Problemen von Kindern und Müttern in den Städten (z.B. Strassen-kinder) zuwenden würde; könnte hier stark komplementär zur üblichen Kon-zentration auf ländliche Entwicklung wirken.



EFTA-Ministertagung vom 4./5. November in Genf:

Haupttraktanden der 61. ordentlichen EFTA-Ministertagung waren der Vollbeitrag Finnlands, internationale Wirtschafts- und Handelsfragen, Ausbau der Zusammenarbeit EG-EFTA sowie die Folgen der EG Süderweiterung. Die schweizerische Delegation stand unter der Leitung von Bundespräsident Furgler.

Finnlands Vollbeitrag zur EFTA: Das finnische Gesuch um einen Vollbeitrag zur EFTA - nach einem 24-jährigen Assoziationsverhältnis mit ihr - wurde von allen EFTA-Ländern begrüsst. Die Schweiz stimmte dem Beitritts-gesuch unter Vorbehalt eines entsprechenden Bundesratsbeschlusses zu. Angesichts des portugiesischen Austritts aus der EFTA auf Jahresende war der Zeitpunkt für den Entscheid Finnlands günstig gewählt. Mit diesem Schritt wird einer breiteren Öffentlichkeit klar gemacht, dass die EFTA in der europäischen Integration auch langfristig eine wichtige und nützliche Rolle zu spielen beabsichtigt.

Das Traktandum internationale Wirtschaftsfragen wurde von der Schweiz eingeführt. Obschon sich das Wirtschaftswachstum in der ersten Jahreshälfte in den USA nun beträchtlich verlangsamt hat, wurde die nähere Zukunft verhältnismässig positiv beurteilt. Derschwedische Vertreter betonte, dass die mit dem sinkenden Dollarkurs sich verbesserte Konkurrenzfähigkeit der amerikanischen Wirtschaft die Schaffung eines einheitlichen und dynamischen europäischen Wirtschaftsraumes noch vordringlicher mache.

Der an der letzten Ministertagung in Wien erreichte Konsens in internationalen Handelsfragen wurde von den Ministern bestätigt und die Notwendigkeit einer neuen multilateralen Verhandlung im GATT zur Stärkung des offenen, multilateralen Handelssystems unterstrichen. Die Schweiz erläuterte ihren im GATT eingebrachten Vorschlag.

Ausbau der Beziehungen zwischen EFTA-Ländern und der EG: die Minister anerkannten, dass in den Folgearbeiten zur Luxemburger Erklärung Fortschritte erzielt wurden. Angesichts der langsamen Gangart wurde jedoch neben einer hartnäckigen Weiterverfolgung der angestrebten Ziele auch eine bessere Vorbereitungsarbeit innerhalb der EFTA gefordert. Die EFTA-Länder mussten aus ihrer Rolle des "demandeur" herauswachsen und vermehrt darauf drängen, dass die privilegierten Beziehungen mit der EG auch in konkrete Ergebnisse umgesetzt würden. Die Schweiz begrüsst die Bereitschaft der EG-Kommission, mit den EFTA-Ländern für neue Bereiche wie öffentliches Einkaufswesen und Antidumping-Verfahren gemeinsame Experten-gruppen einzusetzen. Die Minister erneuerten ihr Interesse an einer Oeffnung der EG-Forschungsprogramme für Unternehmen aus den EFTA-Ländern.

Alle EFTA-Länder begrüsst den erfolgreichen Abschluss der Verhandlungen über die dritte EG-Erweiterung. Die politischen und wirtschaftlichen Vorteile vermochten das Bedauern über den damit verbundenen Austritt Portugals aus der EFTA dementsprechend zu mindern. Sehr besorgt zeigten sich hingegen alle EFTA-Länder über die aufgetauchten Schwierigkeiten bei den Verhandlungen über die Zusatzprotokolle, welche durch die EG-Süderweiterung notwendig geworden sind. Die Minister lehnten einhellig die im EG-Verhandlungsmandat zum Ausdruck gekommene Vorstellung von einem einseitigen Zollabbau der EFTA-Länder gegenüber Spanien ab. Sie beschloss-ten, in allen EG-Hauptstädten, in Madrid und bei der Kommission in Brüssel eine gemeinsame Demarche der verbleibenden EFTA-Länder zu unternehmen. Alle Minister betonten, dass auch für die Uebergangsregelung mit Spanien die Prinzipien der Reziprozität und Gleichbehandlung voll zur Anwendung gelangen müssten.



Intégration Espagne et Portugal dans les accords de libre-échange:  
1ère séance de négociations Suisse - CE

1ère séance de négociations bilatérales Suisse - CE des protocoles additionnels concernant Espagne et Portugal s'est tenue à Bruxelles le 4.11.1985. En ce qui concerne les produits industriels, CE a à nouveau avancé son exigence d'une abolition immédiate, dès l'adhésion, des droits de douane par la Suisse, tandis qu'Espagne ne démantèlerait ses droits que graduellement, au cours des 7 années de la période transitoire. Délégation suisse, dirigée par Ambassadeur Lévy, a réaffirmé l'inacceptabilité de cette position, qui est en nette contradiction avec la notion de partenaires égaux qui a prévalu depuis 1972 entre participants à la zone européenne de libre-échange. Dans ces conditions, nous avons clairement souligné que nous ne voyons pas comment poursuivre utilement les négociations. Il est en effet impossible de régler les autres problèmes, sans arriver à un accord sur la question fondamentale du démantèlement tarifaire. Outre la divergence de fond sur les droits de douane, autres problèmes qui subsistent pour les produits industriels concernent notamment (a) contingents quantitatifs à l'importation en Espagne: (Suisse exige que la méthode de calcul des contingents de base soit la même que pour CE) et (b) textile et acier: (demandons une clause de sauvegarde spéciale pour faire face à d'éventuelles perturbations du marché suisse et maintien statu quo concernant la libre circulation des textiles suisses).

En ce qui concerne les produits agricoles, CE demande que les concessions tarifaires accordées par la Suisse à l'Espagne et au Portugal sur une base bilatérale soient maintenues. Délégation suisse a clairement fait savoir que nous n'entendons pas renégocier les accords agricoles Suisse - CE existants, que nous ne sommes pas intéressés au maintien des concessions espagnoles et portugaises à notre égard, que le maintien des concessions de notre part ne peut se faire que sur une base de réciprocité et que CE doit nous offrir des compensations adéquates.

Il apparaît que les négociations sont dès le début dans une impasse. Bien qu'ayant en principe accepté l'invitation de la Commission pour une nouvelle séance de négociations, fixée provisoirement au 22.11.1985, nous avons clairement fait savoir à CE que nous ne voyons pas comment avancer utilement sur d'autres points de la négociation tant que la position communautaire concernant le démantèlement tarifaire n'est pas modifiée. Compte tenu de cette situation, les démarches des pays de l'AELE dans les capitales des pays membres de CE et auprès de la Commission, dont les ministres de l'AELE ont cette semaine chargé la Finlande, revêtent toute leur importance. Le but doit être de mettre les pays membres de la CE en face de leurs responsabilités et de les conduire à réviser le mandat qu'ils ont en partie accepté avec hésitation et sous la pression du temps.

Brunner.



EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den

11.11.1985

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Interne Verteilerliste

Betrifft:

Wochentelex 46/85

VERTRAULICH

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter Herr Wyss	RR WS
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Fetscherin Herr Faessler Herr de Dardel	PIA FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli Herr Boillat Herr Strauch	WIP BA STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Kanzlei	GH Ei 101
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Uhl Minister Staehelin	MF UL ?
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

./.



- 2 -

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Baumgartner Herr Ruf Herr Bodenmüller	WER IND BAG RG BOD
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals		
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Killias	KC
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr	
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève  
35 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,  
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 11.11.1985

Informations- und Pressedienst

Sa 12 Nov. 85 15

1.A.22.14.7.2. - BIC/sm

V E R S A N D L I S T E

Betrifft:

Wochentelex 46/85

VERTRAULICH

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Dublin	New York / UNO
Abu Dhabi	Guatemala	Oslo
Addis Abeba	Hanoi	Ottawa
Akkra	Harare	Panama
Algier	Havanna	Panmunjom
Amman	Helsinki	Paris
Ankara	Islamabad	Paris / OECD
Asuncion	Jakarta	Paris / UNESCO
Athen	Kairo	Prag
Bagdad	Khartoum	Pretoria
Bangkok	Kigali	Quito
Beijing	Kinshasa	Rabat
Beirut	Kopenhagen	Riad
Belgrad	Kuala Lumpur	Rom
Berlin DDR	Kuwait	San José
Bogota	Lagos	Santiago de Chile
Bonn	La Paz	Singapur
Brasilia	Lima	Sofia
Brüssel	Lissabon	Stockholm
Brüssel / Mission	London	Strassburg / Europarat
Budapest	Luanda	Söul
Buenos Aires	Luxembourg	Tananarive
Bukarest	Madrid	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Manila	Tel-Aviv
Caracas	Maputo	Tokio
Colombo	Mexico	Tripolis
Conakry	Monrovia	Tunis
Dakar	Montevideo	Warschau
Damaskus	Moskau	Washington
Dar es Salaam	Nairobi	Wellington
Den Haag	New Delhi	Wien
Dhaka		Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong  
Mailand  
München  
New York  
Frankfurt

Genf / IO  
97 Vertretungen  
+ 5 Generalkonsulate  
-----  
102 total  
=====



EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN  
Informations- und Pressedienst

Bern, den **11.11.1985**  
VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. -

**BIC/sm**

T E L E G R A M M (CH)

**Wochentelex 46/85**

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- Ankara	<i>- Lagos</i>	- Peking
- Bagdad	- Lissabon	- Prag
- Bangkok	- London	- Pretoria
- Brasilia	- Luxemburg	- Rabat
- Brüssel (Botschaft + Mission)	- Madrid	- Riad
<i>- Budapest</i>	- Mexiko	- Rom
- Buenos Aires	- Moskau	- Santiago
- Canberra	- Nairobi	- Stockholm
- Caracas	- New Delhi	<i>- Straßburg Reps.</i>
- Dar es Salaam	- New York/Swissobser	- Teheran
- Den Haag	- Ottawa	- Tel Aviv
- Dublin	- Oslo	- Tokio
- Helsinki	- Paris (auch OECD)	- Warschau
- Jakarta		- Washington
- Kairo		- Wien

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.